

# A propos de l'article de Natacha Polony sur les désobéisseurs

Interventions sur le fil *Autopsie du mammouth* :

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2010/01/14/autopsie-du-mammouth.html>

Interventions sur le fil *Words words words* :

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2010/01/31/words-words-words.html>

\*

\* \*

Fichier disponible à <http://michel.delord.free.fr/blogjpb-desobeisseurs.pdf>

\*

\* \*

Je n'ai pas encore eu le temps de lire le livre de Claire mais le titre et le sous-titre me posent quelques problèmes.

"*L'éducation nationale respire-t-elle encore ?*" dit le sous-titre d'*Autopsie du mammouth*.

- 1) Ne serait-ce pas une sage précaution de ne pas vendre l'autopsie du mammouth avant de l'avoir tué ?
- 2) Beaucoup plus sérieusement car il s'agit d'une question de fond : L'éducation nationale respire d'autant mieux qu'il y a moins d'instruction publique. Donc à la question posée par l'auteur, on peut répondre : *Oui, l'Éducation nationale non seulement respire encore mais elle respire de mieux en mieux dans l'atmosphère qui combine les émanations délétères de la bureaucratie et du management.*

MD

Écrit par : MDelord | 28 janvier 2010

\*

\* \*

Lorsque Guy cite l'article de Natacha Polony, il en oublie un passage particulièrement important : « *Les programmes Darcos, rédigés par une commission constituée autour de Jean-Paul Brighelli* ». Cette présentation des programmes Darcos, agréable aux "républicains", tend à fausser l'analyse que l'on peut faire de la situation et du rôle des « désobéisseurs ».

D'où mes questions :

- 1) Pourrait-on en savoir plus à propos de cette commission dont j'ignorais l'existence ?
- 2) En particulier, quel le crétin (de la fabrique du susdit) appartenant à la « commission constituée autour de Jean-Paul Brighelli » qui a écrit les programmes de calcul ?

Michel Delord

Écrit par : MDelord | 28 janvier 2010

\*

\* \*

L'article complet de Natacha Polony est là :

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2010/01/28/01016-20100128ARTFIG00006-instituteurs-en-rupture-de-ban-avec-l-education-nationale-.php>

MD, ne fais pas l'âne pour avoir du foin. Qui, sinon moi, a rassemblé autour de Darcos la fine fleur des anti-pédagos — dont tu étais, dois-je te le rappeler, ou l'alzheimer précoce a-t-il déjà frappé ?

Quant à savoir qui a rédigé ceci ou cela... Tu sais fort bien qu'il y a eu des propositions, qui ont été amendées en interne par tel ou tel conseiller — à mon grand dam, souvent. Je sais bien que tes attaques visent Marc Le Bris, mais il valait mieux obtenir la main jusqu'au coude, quitte à ne pas avoir tout le bras, que de continuer à envoyer à la casse 100% de pauvres gosses.

JPB

\*  
\* \*

## Article de N. Polony – Désobéisseurs suite 1

Reprenons l'argumentation de JPB

JPB : MD, ne fais pas l'âne pour avoir du foin.

MD : Pour les ânes , le spécialiste c'est Guy avec Bongo. Je fais essentiellement dans les taupes, ces temps-ci. Excuse moi de filer ainsi la métaphore mais c'est toi qui l'a lancée

JPB : Qui, sinon moi, a rassemblé autour de Darcos la fine fleur des anti-pédagos — dont tu étais, dois-je te le rappeler, ou l'alzheimer précoce a-t-il déjà frappé ?

MD : L'alzheimer ne m'a pas frappé et je dis bien

- qu'il n'y a pas eu de commission si les mots ont encore un sens ; mais avec ton 'élitisme républicain' dont tu ne sembles pas départi, on a des doutes sur le sens des mots.
- que de plus, dans les réunions auxquelles j'ai assisté, il n'a quasiment pas été question de programmes.

Et ce n'est pas rien qu'il n'y ait pas eu de commissions et que tout se soit déroulé dans le flou le plus grand, dans la précipitation et sans qu'il y ait de débat sur le fond. Ce qui prouve bien, ainsi que le fait que la question des programmes du collègue n'a pas été abordée, que le but de la manœuvre pour le pouvoir n'était pas, pour le dire vite, de remettre en place l'instruction.

JPB : Quant à savoir qui a rédigé ceci ou cela... Tu sais fort bien qu'il y a eu des propositions, qui ont été amendées en interne par tel ou tel conseiller — à mon grand dam, souvent.

MD : Quand tu dis «tu sais fort bien», comme si c'était évident, je m'inquiète toujours car tu parles devant des gens qui, justement, ne savent pas. A part ça, tu décris bien l'opacité de ce qui s'est passé et l'antithèse de ce qui doit être fait pour préparer et établir correctement des programmes.

Comme il avait été très difficile de parler pendant la première réunion - les Appy, 2 sur 20 présents, ayant mobilisé pour eux un tiers du temps de parole – j'ai été demandé à la fin de la réunion à un conseiller s'il y aurait une commission pour les programmes du primaire en disant explicitement que ce que je souhaitais était

- que les antipédagogistes y soient présents ce qui en ferait des interlocuteurs effectivement reconnus officiellement (au lieu qu'ils soient des 'contacts du prince', ce qui veut dire rien si le prince disparaît. Et nous y sommes).
- que les antipédagogistes y soient nettement minoritaires car ils sont minoritaires dans le corps enseignant
- que les débats de la commission soient assez longs pour que les principaux problèmes amassés depuis trente ans soient au moins débattus et éclaircis, c'est-à-dire qu'elle dure au moins un an et que son déroulement soit marqué par des rapports d'étapes
- que les membres des commissions soient effectivement autorisés à faire état publiquement des débats

La réponse a été : *Il n'y aura pas de commission. Mais vous serez consultés.*

Donc il n'y a pas eu de commission puisque le conseiller du ministre comprenait très bien, *lui*, ce que voulait dire commission, les inconvénients qu'elle présentait pour le pouvoir.

JPB : Je sais bien que tes attaques visent Marc Le Bris

MD:

1) Mes attaques visent des idées et des pratiques ... qui existent : il y a donc des porteurs de ces idées et effectivement Marc Le Bris en fait partie.

2) Elles te « visent » aussi surtout si tu tiens à parler en terme de « visée »

JPB : mais il valait mieux obtenir la main jusqu'au coude, quitte à ne pas avoir tout le bras, que de continuer à envoyer à la casse 100% de pauvres gosses.

MD : Je suis désolé de dire

- que le dilemme que tu poses « *obtenir la main jusqu'au coude* » ou « *envoyer à la casse 100% des pauvres gosses* », outre son aspect psychologique déplacé, n'a jamais existé, car pas plus Xavier Darcos qu'un de ses conseillers n'a eu le ridicule de dire « *Si vous en demandez trop, vous n'aurez rien* ».

- que présenter ainsi ce qui s'est passé ne sert qu'à justifier l'approbation publique donnée à ce moment-là à la politique du gouvernement et le moins que l'on puisse en dire était qu'en présentant ce qui allait se passer comme « l'an 01 », tu ne donnais pas, loin de là, une vision négative de la perspective en cours[1].

J'insiste beaucoup sur le sujet - *et j'y reviendrai pour détailler les choses* - car comme la question des programmes n'est que très partiellement traitée positivement au niveau du primaire et toujours pas traitée au niveau secondaire, il faudra bien la traiter et il faut bien tirer des leçons de ce qui s'est passé pour que cela ne se reproduise pas.

Ceci dit, il y a peut-être d'autres manières que celle que tu présentes de comprendre ce qui s'est passé. Ce qui est sûr est que le pouvoir a utilisé dans son propre intérêt « la fine fleur de l'antipedagogisme » rassemblée par toi car cela fait partie de la norme et on ne connaît aucun gouvernement qui procède autrement.

La « seule » question qui se pose est donc

-de voir quel était l'intérêt du pouvoir à proposer ce qu'il a proposé par rapport aux programmes [2], c'est-à-dire une refonte très partiellement positive des programmes réduite au primaire et menée à la hussarde

-de délimiter les parts respectives de naïveté et d'accord conscient des divers membres de la « fine fleur de l'antipedagogisme » avec les orientations du gouvernement, orientations qui ont produit ce à quoi nous en sommes maintenant.

Je reviendrai sur cette question de bilan car elle est fondamentale pour tous.

Michel Delord

[1] Voir

-par Jean-Paul Brighelli, le CR de la réunion du 7 novembre 2007 en présence de Xavier Darcos

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2007/11/09/an-01.html>

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2007/11/09/an-01-suite.html>

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2007/11/09/an-01-suite-2.html>

<http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2007/11/09/an-01-suite-et-fin.html>

- la rectification que j'en fais « Rectificatif au compte-rendu de Jean-Paul Brighelli »

[http://michel.delord.free.fr/rectif-cr\\_reunion071107.pdf](http://michel.delord.free.fr/rectif-cr_reunion071107.pdf)

[2]

i) Le gouvernement n'a pas proposé qu'une modification des programmes et il faut en fait analyser le sens global de ces réformes

ii) Même si Xavier Darcos avait signé la pétition contre les programmes du primaire en 2002 (à la demande de Bayrou ce me semble), il est à remarquer que, aussi bien lors de la convention UMP de 2006 que lors de

sa prise de fonction, il n'a proposé de changement de programmes dans son agenda. La question est de savoir pourquoi le gouvernement et la présidence ont ensuite fait cette proposition de changement des programmes.

\*  
\* \*

## Article de Natacha Polony – Désobéisseurs suite 2

Maintenant reprenons sérieusement les choses. Je m'excuse à l'avance pour le texte infra qui est un texte portant sur un certain nombre de principes et d'orientations générales dans une époque où affirmer que l'on a des principes dont on ne change pas tous les quatre matins passe pour de la rigidité dogmatique, du stalinisme voire du fascisme.

### A) Liberté pédagogique

La liberté pédagogique est la liberté *individuelle* donnée aux enseignants dans les méthodes et la manière de traiter le programme. Un point c'est tout. Il y a donc deux conditions pour que l'on puisse parler de liberté pédagogique : - que les programmes non pas d'une classe dans une matière mais dans toutes les classes pour toutes les matières soit véritablement des programmes d'instruction dont on maîtrise aussi bien la cohérence verticale -par matière- que horizontale c'est-à-dire interdisciplinaire -que les enseignants soient suffisamment formés pour l'interpréter.

Aucune de ces deux conditions n'est, au sens général, actuellement remplie.

Jean-Paul Brighelli m'avait invité en avril 2006 pour que j'explique ce qu'était la liberté pédagogique. Étant légèrement « dogmatique », je n'ai rien à retirer du texte « *Liberté pédagogique- Petit Historique* » qui se trouve à <http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2006/04/28/liberte-pedagogique.html> ou en pdf à <http://michel.delord.free.fr/liberpeda-blogipb28042006.pdf>

En voici un extrait

*« La liberté pédagogique n'a donc qu'un sens : la liberté absolue de l'enseignant devant sa classe d'utiliser tout ce qu'il estime nécessaire pour enseigner les connaissances définies dans les programmes et le plan d'études. La condition de sa mise en oeuvre est une bonne connaissance des disciplines enseignées, c'est-à-dire d'un niveau bien supérieur à celui du niveau d'enseignement donné, ce que garantissait par exemple la possession du diplôme du brevet supérieur que seuls de fort rares bacheliers seraient capables d'obtenir maintenant. »*

*Actuellement, on ne peut se réclamer de la liberté pédagogique qu'en tant que principe de reconstruction de l'école car la situation actuelle ne permet pas de lui donner le sens défini ci-dessus pour deux raisons fondamentales :*

- les programmes sont déplorables [...]
- dans la loi Fillon, il n'y a de liberté pédagogique de l'enseignant que le nom, puisqu'elle est soumise à l'approbation de divers comités pédagogiques. »

### B) Les évaluations

Depuis 60 ans, un ensemble de politiques a été utilisé pour réduire à néant le pouvoir des enseignants sur le cursus des élèves puisque cette question ne doit plus relever que du management des flux d'élèves, flux qui doit être optimisé.

L'essentiel de ces politiques a été de déconnecter le passage dans la classe supérieure du niveau de connaissances réel atteint par l'élève, niveau qui est le mieux appréhendé par l'enseignant. On peut arriver à cette déconnexion de plusieurs manières qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires et par exemple conjuguer

- la diminution du rôle de l'instruction au profit de celui l'éducation

-la mise en place des évaluations nationales puisque, lorsqu'un enseignant pense qu'un élève ne peut pas suivre dans la classe supérieure, elle permet tout d'abord de lui rétorquer en conseil de classe : « *Mais voyons M. X, cet élève a 50% de succès aux tests et vous lui mettez 2 de moyenne* ». Elle permet ensuite de rajouter dans le meilleur des cas « *Revoyez votre notation* » mais dans d'autres cas qui se multiplient depuis bien longtemps de lui attirer de plus graves ennuis. Le tout en s'appuyant sur les parents d'élèves qui ne vont pas demander que l'on baisse les notes de leurs enfants.

*Une remarque* : Je ne traite pas ici de la valeur des évaluations nationales comme mode d'appréciation de la « valeur des élèves » mais, comme on le voit, simplement pour savoir si elles peuvent être des outils d'évaluation des enseignants.

Deux bonnes lectures sur la valeur des évaluations comme mode d'évaluation des élèves :

-**Banesh Hoffman**, *The Tyranny of Testing*, Crowell-Collier Press., New York, 1962. B. Hoffman est le principal mathématicien avec lequel travaillait Einstein :

-**Jacques Barzun**

1- Préface au livre de Banesh Hoffman : <http://michel.delord.free.fr/ntic-docs.pdf> ( page 4)

2 -Reasons to De-test the Schools,Original Text Excerpted for Op-Ed Article in the New York Times, October 11, 1988.

Deuxième partie de [http://michel.delord.free.fr/barzun\\_test.pdf](http://michel.delord.free.fr/barzun_test.pdf)

\*

\* \*

### [Article de Natacha Polony – Désobéisseurs suite 3](#)

#### [C\) Et que nous dit Marc le Bris](#)

« Mais je suis bien d'accord pour la liberté pédagogique. C'est même la principale chose que j'ai demandée à F. Fillon avant qu'il l'inscrive dans sa loi. ... Mais tout doux, s'il y a liberté, il y a mesure des résultats. »

ce qui implique plusieurs points théoriques

#### [a-L'évaluation](#)

Dans la réflexion de Marc le Bris tout est parti d'une question immédiate et pratique : le fait que les inspecteurs s'appuyaient pour leurs rapports non principalement sur ce que savaient les élèves mais sur les méthodes employées par l'enseignant. Et dans ce cadre il était tout à fait juste de réclamer que la base d'appréciation de l'inspecteur sur le travail de l'enseignant soit les connaissances acquises par les élèves et, dans le texte précité d'avril 2006, je soutenais fort logiquement sa position :

« En outre le texte de Compayré indique précisément, citant M. Gréard, comment doit se dérouler une inspection pour qu'elle n'entrave pas la liberté pédagogique de l'instituteur : « Ce n'est pas sur quelques préparations heureuses, c'est par l'ensemble des résultats qu'un enseignement se fait juger. Le premier devoir d'un instituteur est de ne négliger aucune des intelligences qui lui sont confiées : il se doit tout à elles » ( idem, p. 25) ; ceci explique le rôle de l'inspecteur « classique » tel que rapporté par des exemples dans le livre de Marc Le Bris : il s'intéresse beaucoup moins à la leçon du jour qu'à sonder les connaissances retenues des leçons précédentes par l'ensemble des élèves. »

Mais là où Marc le Bris dérape complètement ... dans le sens du pouvoir, c'est lorsqu'il étend cette position sur la nature de l'inspection – inspection dont le rôle est d'apprécier les capacités pédagogiques de l'enseignant – à un tout autre objet qui est celui de l'évaluation et en particulier des évaluations nationales.

***Autrement dit il réclame explicitement que les évaluations nationales deviennent des outils d'évaluation des enseignants.***

Bien sûr il trouve quelques petits défauts à l'évaluation de CM2 - il faut dire qu'il faut être particulièrement borné pour ne pas les voir - mais c'est pour mieux sauver le principe de l'évaluation comme outil d'évaluation des enseignants, c'est-à-dire accepter *a priori* et même réclamer à l'état et à l'appareil exactement ce qu'ils recherchent, c'est-à-dire supprimer tout pouvoir aux enseignants sur le cursus de leurs élèves.

En résumé, même s'il y a des divergences d'appréciation sur le rôle des évaluations entre Marc le Bris et les *désobéisseurs*, ils convergent au niveau des principes sur la valeur positive qu'ils donnent fondamentalement aux évaluations nationales

- les *désobéisseurs* se déclarent favorables aux programmes et orientations de 2002 mis en place par Philippe Joutard et Claude Thélot qui étaient les plus chauds partisans de la « culture de

l'évaluation »\* et il est surprenant que les désobéisseurs aient brutalement une crise d'urticaire lorsque les simples modalités de la culture de l'évaluation changent.

- il a suffi de présenter à Marc le Bris, sous couvert de pragmatisme dont il se dit partisan, la culture de l'évaluation sous l'étiquette plus grossière de la « culture du résultat » pour qu'il l'adopte.

\* Un chapitre de leur livre de 1999 « Réussir l'école » s'intitule « La naissance de la culture de l'évaluation » dans lequel on peut lire « *On pourrait même soutenir qu'une bonne organisation de l'évaluation et de sa rétroaction sur la qualité du service est la seule alternative sérieuse à la privatisation du service public* ». On voit que les deux compères ont bien compris comment privatiser l'EN avec l'accord des syndicats et des divers républicains qui ne réagissent que si l'on touche au caractère juridique public de l'Éducation nationale. On devrait donc plutôt dire qu'une « bonne organisation de l'évaluation » sert à introduire un fonctionnement privatisé et mercantile sans toucher au caractère juridique public de l'Éducation nationale. L'honneur de la bureaucratie est sauf.

## b- Liberté pédagogique

Puisqu'il est question de diminuer le pouvoir des enseignants et leur imposer la négation de toute liberté pédagogique, on peut remarquer que la définition de la liberté pédagogique dans la loi Fillon dont Marc le Bris se réclame est une aggravation de la position classique du pédagogisme dans laquelle l'inspection n'était qu'une pression pédagogique ponctuelle et limitée au jour de visite de l'inspecteur tandis que la liberté pédagogique telle que définie dans la loi est maintenant une pression de tous les jours.

Soyons plus précis par rapport à la liberté pédagogique :

### **La loi Fillon et la liberté pédagogique (article 48 de la loi)**

Article L912-1-1 du code de l'Éducation

« *La liberté pédagogique de l'enseignant s'exerce dans le respect des programmes et des instructions du ministre chargé de l'Éducation nationale et dans le cadre du projet d'école ou d'établissement avec le conseil et sous le contrôle des membres des corps d'inspection. Le conseil pédagogique prévu à l'article L. 421-5 ne peut porter atteinte à cette liberté* ».

Elle s'exerce donc

- *dans le respect des instructions du ministre chargé de l'Éducation nationale* : c'est la légalisation de la politisation de l'école et la négation même du fameux manifeste des instituteurs de 1905 : « *Ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni même au nom du Peuple français que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité* ». C'est également ce qui rend absolument légal l'imposition à tous les enseignants de la dernière lubie du ministre pour lire la lettre de Guy Moquet, tout autre papier écologiste ou anti-écologiste,...

- *dans le cadre du projet d'école ou d'établissement* : autrement dit ce n'est plus une liberté individuelle, c'est-à-dire que ce n'est plus une liberté.

Et pour la bonne bouche, le conseil pédagogique :

### **La loi Fillon et le Conseil pédagogique**

Article L 421-5 (Loi n° 2005-380 art. 38-JO du 24 avril 2005)

« *Dans chaque établissement public local d'enseignement, est institué un conseil pédagogique. Ce conseil, présidé par le chef d'établissement, réunit au moins un professeur principal de chaque niveau d'enseignement, au moins un professeur par champ disciplinaire, un conseiller principal d'éducation et, le cas échéant, le chef de travaux. Il a pour mission de favoriser la concertation entre les professeurs, notamment pour coordonner les enseignements, la notation et l'évaluation des activités scolaires. Il prépare la partie pédagogique du projet d'établissement.* »

Donc il coordonne « *la notation et l'évaluation des activités scolaires* ». Ce qui évitera les détestables incidents signalés plus hauts lors des conseils de classe ...

\*

\* \*

## Article de Natacha Polony – Désobéisseurs suite 4

### D) Juste deux minuscules remarques

Revenons au débat sur les désobéisseurs.

La première chose à faire est de distinguer très précisément la question de la liberté pédagogique de celle de la lutte contre l'autoritarisme de l'état central.

Une fois ceci admis, la désobéissance est justifiée si l'état central n'a pas montré pratiquement

- 1) qu'il est favorable à l'instruction
- 2) qu'il ne défend pas des "positions de parti" sur les disciplines qui ne sont pas neutres : histoire-geo, économie ...

Une question supplémentaire se pose ici, celle du « statut de la fonction publique ». Si l'on veut voir les traits principaux, notamment en tant que contrat, qui définissent ce statut, il doit être observé historiquement, en comparant les situations sociales de différents pays et en la liant cette question à celles de "l'emploi à vie", du rôle social du statut de fonctionnaire et de l'évolution de la problématique sur ces différents sujets : s'il est vrai que l'on passe en France, entre 1890 et 1945, quasiment par une inversion de contenu de la notion défendue syndicalement, les républicains qui s'appuient sur cette dernière version de 45 ne feront-ils pas que reproduire la crise qu'ils prétendent combattre ?

La situation sociale de la fonction publique ne mériterait-elle pas qu'on la questionne de la même manière que je questionnais la pédagogie en 1999 ? Ce ne serait ni socialement ni politiquement aberrant puisque l'éducation nationale est considéré comme le fleuron de la fonction publique.

### L'avenir le dira

Il n'est pas déraisonnable de se poser la question du devenir de l'éducation Nationale ( fut-elle laïque et obligatoire et nationalisée) au vu de son état actuel et des possibilités existantes de l'empêcher de se transformer définitivement en instrument "d'edutainment", cad de décervelage incapable même d'apprendre aux enfants à lire, écrire et compter: la réponse pratique viendra assez vite. On verra si la société est capable de faire naître un mouvement s'opposant à cette véritable dégénérescence et si l'administration le tolérera.

Quoiqu'il en soit, et l'exemple des progressions en mathématiques suffit à le prouver, la pédagogie "classique" , bien que possédant un savoir-faire supérieur en qualité à celle des modernistes, n'a pas pu résister à la vague du décervelage structuraliste qui n'a pas commencé en 68. Pour qui veut se poser quelques vraies questions, la pierre de touche n'est donc pas la critique des modernistes mais la critique de l'impuissance des vaincus, sous peine de vouloir, au prix d'une perte d'énergie considérable, reconstruire un système qui a logiquement abouti au désastre actuel.

Michel DELORD

Texte écrit entre Mars 1999 et Février 2000

[http://michel.delord.free.fr/txt1999/9\\_%20Conclusion.html#L%27avenir%20le%20dira](http://michel.delord.free.fr/txt1999/9_%20Conclusion.html#L%27avenir%20le%20dira)

### E) L'article de Natacha Polony

Quant à l'article de Natacha Polony, il présentait certes la faiblesse de parler par exemple de la « commission constituée autour de Jean-Paul Brighelli », ce qui décrit de manière très avantageuse ce qui s'est réellement passé, mais elle n'en a pas la responsabilité puisqu'elle n'a fait que suivre ce que lui ont dit ses informateurs.

Par contre, elle décrit ainsi les désobéisseurs :

« On pourrait croire que l'heure est grave, que la civilisation est en danger, que les enfants sont menacés. Les mots qui fleurissent depuis un an et demi dans les communiqués ou les prises de position de certains professeurs des écoles sont empruntés à la littérature apocalyptique plus qu'aux traités de pédagogie, et aux récits de la Seconde Guerre mondiale plus qu'aux manuels de lecture. On y cite Tolstoï et son manifeste contre la peine de mort, on y évoque l'ombre de Vichy et les mannes de Jean Moulin. »

On peut effectivement faire ce type de reproche aux désobéisseurs et à bien d'autres victimes - ou partisans ? - de l'enflure médiatique. Mais dans ce cas pourquoi accepter de citer en conclusion *Marc le Bris* disant : « *Les désobéisseurs, explique Marc Le Bris, auteur d'Et vos enfants ne sauront pas lire... ni compter, ce sont des Khmers rouges qui perdent les promesses de pouvoir qu'ils avaient.* »

30 janvier 2010  
Michel Delord

Cadichon :OUF! Quelle magistrale démonstration dans l'art de couper les cheveux en quatre, normal me direz-vous, voire élémentaire, pour un prof de maths. Cette diatribe-fleuve contre les "évaluations" confirme deux choses:

-l'incapacité dans un paradigme jacobin de concevoir qu'une société de liberté soit par définition ouverte, concurrentielle, et que la liberté pédagogique, qui en est l' expression naturelle, soit nécessairement assortie d'une obligation de rendre compte. There is no free lunch. Elle est cependant cohérente avec l'impossibilité de concevoir l'existence de l'élitisme républicain.

-la facilité avec laquelle on tombe dans le contresens quand on compare des choses incomparables. Je m'insurge tout particulièrement contre le fait de se revendiquer de l'ombre tutélaire de Jacques Barzun pour défendre un système liberticide. Il fut certes un des tout premiers à avoir critiqué les "mechanical testings" , autrement dit la folie des QCM qui a proliféré en Amérique à partir du milieu des années 1940, mais il n'a jamais mis en cause, bien au contraire, l'exigence de rendre des comptes, ou "culture du résultat".

Il fait partie, avec Diane Ravitch et ED Hirsch de cette brochette de grands résistants qui luttent courageusement depuis un demi-siècle contre les dérives du pédagogisme, dans sa version US, et c'est trahir sa pensée que de l'enrôler dans un combat qui ne fut pas le sien. Il dirait haut et fort leur fait aux désobéisseurs, comme il l'a fait à leurs homologues américains, dans des circonstances comparables, puisque le pédagogisme a enfin du plomb dans l'aile. On ne peut hélas pas en dire autant en France.

Ecrit par : Cadichon | 01 février 2010

Merci cependant à MD pour ses liens vers la prose roborative de Barzun dont ceci tiré de Banesh Hoffmann, *The Tyranny of Testing*, New York, 1962. Préface de Jacques Barzun

"Half way through this period, in the forties, [...] A recent report from France shows that a long tradition of sobriety is no protection against an attractive error."

Citation de <http://michel.delord.free.fr/ntic-docs.pdf>

On ne saurait tailler plus parfait costard à ce "international market of bad ideas", et en particulier à la pandémie méthode globale ou "look-and-say" method, bref à cette folie criminelle qui s'est emparée du paquet d'idéologues qui a systématiquement démolit les apprentissages des deux côtés de l'Atlantique.

Ecrit par : Cadichon | 01 février 2010

\*  
\* \*

Reprenons :

Cadichon :OUF! Quelle magistrale démonstration dans l'art de couper les cheveux en quatre, normal me direz-vous, voire élémentaire, pour un prof de maths.

Michel Delord : Dans l'état d'incohérence, d'imprécision actuel de la pensée et de valorisation du changement d'avis et du retournement de veste, je ne peux que vous remercier de cette qualification de « coupeur de cheveux en quatre » qui ne peut être qu'un compliment que m'ont déjà fait Marc le Bris, Bernard Appy - et même peut-être Jean-Paul Brighelli - et bien d'autres depuis trente ans. Par exemple ans les années 80/90, parler des programmes, question 'bien trop abstraite' pour les « pédagogistes » était un « pinailage » qui évitait de parler des questions dites '*pratiques et réelles*' qui étaient à ce moment-là les « pratiques de classe », ou les changements qui venaient de la nature du média, c'est-à-dire deux manières d'éviter de discuter du contenu de l'enseignement en en particulier des programmes et des progressions.

Cadichon : Cette diatribe-fleuve

Michel Delord : Une diatribe-fleuve, où ça ? J'ai simplement montré, en moins d'une page, une convergence, peut-être déplaisante pour certains, entre les pédagogistes et les anti-pédagogistes à propos de la culture de l'évaluation. D'autant plus que réclamer de la culture de l'évaluation et du testing revient, pour l'enseignant, à revendiquer son incapacité à apprécier la valeur d'un élève.

C'est que j'écrivais avant-hier à Diane Ravitch, qui me disait qu'elle ne lisait pas le Français :

[You don't read French : so you have to do with my terrible English .

In French Schools there were no test in the end of fifties/ sixties and the decision to pass in next grade or to repeat was exclusively taken by the teachers.

But two factors which converged to increase the cost of schooling would have a fundamental influence on the decision makers :

- the desire to prolong the duration of compulsory schooling, from 14 years of age since 1938 to 16 years in 1959 (reform of Berthoin whose complete effect did not exist until 1967)

- the post-war Baby Boom required a greater number of students to be sent to school  
Faced with this double threat of an increasing school population, the political and economical decision makers, panicked by the spectre of a "student explosion " would be responsive to any form of argument which allowed costs-cutting by reduction.  
From a business point of view the decision makers thought : " *We have longer duration of schooling for more children . The only way to reduce cost of schooling is to ' accelerate the flow of pupils in the school pipe ' "* .  
But in this case the obstacle was the possibility of repeating and the enemy the authority of teachers.  
And testing was invented to decrease authority of teachers and don't allow them to decide repeating.\*  
So it is not stupid to say that, in the French case, beginning of testing is a clue meaning a deterioration of schooling.  
(\* ou sauter une classe)  
Michel ]

Cadichon : Cette diatribe-fleuve contre les "évaluations" confirme deux choses:

-l'incapacité dans un paradigme jacobin de concevoir qu'une société de liberté soit par définition ouverte, concurrentielle, et que la liberté pédagogique, qui n'est l'expression naturelle, soit nécessairement assortie d'une obligation de rendre compte. There is no free lunch. Elle est cependant cohérente avec l'impossibilité de concevoir l'existence de l'élitisme républicain.

Michel Delord : il y aurait de multiples remarques à faire (par exemple : la liberté pédagogique doit surtout être, à moins de défendre le pédagogisme, l'expression naturelle d'une bonne maîtrise de la discipline enseignée) mais allons à l'essentiel qui est dans la suite.

Cadichon : -la facilité avec laquelle on tombe dans le contresens quand on compare des choses incomparables. Je m'insurge tout particulièrement contre le fait de se revendiquer de l'ombre tutélaire de Jacques Barzun pour défendre un système liberticide. Il fut certes un des tout premiers à avoir critiqué les "mechanical testings" , autrement dit la folie des QCM qui a proliféré en Amérique à partir du milieu des années 1940, mais il n'a jamais mis en cause, bien au contraire, l'exigence de rendre des comptes, ou "culture du résultat".

Michel Delord : Lorsque vous écrivez [*Jacques Barzun n'a jamais mis en cause, bien au contraire, l'exigence de rendre des comptes, ou "culture du résultat"*], voulez-vous dire qu'il n'en a jamais parlé, ce qui ne prouve rien ou, plus précisément, qu'il a soutenu effectivement la «culture du résultat» et en particulier les tests nationaux, ce qui se prouve ?

Cadichon : Il fait partie, avec Diane Ravitch et ED Hirsch de cette brochette de grands résistants qui luttent courageusement depuis un demi-siècle contre les dérives du pédagogisme, dans sa version US, et c'est trahir sa pensée que de l'enrôler dans un combat qui ne fut pas le sien. Il dirait haut et fort leur fait aux désobéisseurs, comme il l'a fait à leurs homologues américains, dans des circonstances comparables, puisque le pédagogisme a enfin du plomb dans l'aile.

Michel Delord : Il y a des désobéisseurs, qui refusent de suivre les programmes , aux USA ? Pour Diane Ravitch et ED Hirsch, voir infra.

Cadichon : On ne peut hélas pas en dire autant en France.

Ecrit par : Cadichon | 01 février 2010

En attendant des preuves, on ne sait justement pas ce que Jacques Barzun pense des tests nationaux et de l'utilisation qui en est faite. Parlons un peu des témoins que Cadichon convoque pour se donner raison, je veux dire Diane Ravitch et ED Hirsch.

Le dernier livre de Diane Ravitch, sorti ces jours-ci a pour titre : « *The Death and Life of the Great American School System: How Testing and Choice Are Undermining Education* ». Et rien qu'en lisant le titre, on sait donc ce qu'elle pense des tests ( et pas seulement des QCM des années 40), du libre choix de l'école et des charter schools.

Et E.D. Hirsch est loin d'être critiqué à propos du livre de Diane Ravitch puisqu'il le présente ainsi:

"No citizen can afford to ignore this brave book by our premier historian of education. Diane Ravitch shines a bright, corrective light on the exaggerated claims of school reformers on both the left and the right, and offers an utterly convincing case for abandoning quick fixes in favor of nurturing the minds and hearts of our students from the earliest years with enabling knowledge and values."  
<http://www.dianeravitch.com/news.html>

Ceci dit, rappelons nous également que Cadichon nous disait récemment :

« Il est mal venu de comparer sur ce plan-là une entreprise et une école, et il faut vraiment faire preuve de cette ignorance du libéralisme dans laquelle les Français sont imbattables, pour prétendre que c'est là un des principes que défend cette école de pensée. »

Mais c'est justement ce dit D. Ravitch "*Business principles won't work for school reform*" ( Washington Post du 26 février) qui s'oppose justement à "cette école de pensée".

Passons.

Lisez dès qu'il sera disponible le livre de D. Ravitch qui traite « *du mauvais usage des tests, de l'accountability et des efforts pour introduire les principes du business dans l'enseignement. Ces initiatives donnent beaucoup trop de poids aux score obtenus aux tests et aux punitions pour les maîtres et les écoles qui n'augmentent pas leurs scores chaque année. Toute véritable vision de l'enseignement est perdue* » (Lettre personnelle).

Et Diane Ravitch critique d'autant mieux le « libéralisme » qu'elle en a été longtemps partisane et qu'elle le connaît donc de l'intérieur ( mais elle a toujours été favorable à des programmes nationaux, comme ED Hirsch d'ailleurs).

Les meilleurs références sur ce dernier livre sont à <http://www.dianeravitch.com/articles.html> .

On peut également recommander ses anciens articles contre le « Merit pay » ou « Race to nowhere » contre l'actuel « Race to the Top ».

4 février 2010  
Michel Delord

PS : En 62 , 100 des plus grands mathématiciens en poste aux USA signent une pétition s'oppose aux maths modernes\*. La France les adopte en 1970 et cette pétition ne sera connue qu'en 1999. A chaque fois que les USA font une réforme, la France n'en retient-elle que le pire ?

Alors que nous avons, avec les positions de Diane Ravitch, une critique importante de l'importation des principes du business à l'école et en particulier de l'utilisation des tests, combien de temps Marc le Bris et Cadichon vont-ils défendre une fausse conception de la liberté pédagogique et une toute aussi fausse conception des tests ( voir supra pages 5 et 6) ?

\* <http://michel.delord.free.fr/kline62.html>